



Toulouse le 23 avril 2025

Objet : Actualités sociales

Le Point 21 avril 2025 : Abattement fiscal pour les retraités : les fourberies de Montchalin, la ministre des Comptes Publics fait une annonce sans vraiment la faire et assure ne pas vouloir augmenter les impôts contre toute évidence.

6 Médias 21 avril 2025 : La France a un déficit de 60 milliards d'euros que le gouvernement cherche à combler. Il réfléchit à supprimer l'abattement fiscal de 10% dont bénéficient les retraités. Pour Éric Coquerel, député LFI « c'est toujours les retraités qu'on vise, je suis contre ça » ... « Les retraités sont des cibles bien commodées ». Selon un rapport de la Cour des Comptes, cet abattement fiscal a coûté 4,5 milliards d'euros en 2023. Le syndicat UNSA-Retraité affirme que le taux d'imposition pourrait augmenter pour 8,4 millions de retraités soit la moitié des 16 millions de retraités français.

6 Médias 23 avril 2025 : Mathieu Lefèvre élu du Val de marne est « très opposé » à la suppression de l'abattement de 10% dont bénéficie les retraités lors de la déclaration de leurs revenus. : « C'est une pure augmentation d'impôt que n'est accompagnée par aucune réforme d'ensemble ». Cette mesure aurait comme conséquence de rendre davantage de retraités imposables. Au sein même du gouvernement, cette position fait débat. Pour réduire la dette le gouvernement cherche 18 milliards d'économie à la Sécurité Sociale.

La Dépêche 23 avril 2025 : Philippe Rioux : le gouvernement Bayrou envisage de supprimer l'abattement de 10% pour les retraités. La question est électoralement dangereuse, les retraités étant la partie du corps électoral qui se déplace le plus pour aller voter. Mais le niveau de vie des retraités est très proche de celui des actifs et si on prend en compte les « loyers imputés » (avantage économique pour les propriétaires ayant fini de rembourser leur logement), le niveau ajusté des retraités devient comparable à celui des actifs. François Bayrou explique que « pour préserver notre contrat social, il nous faut rééquilibrer l'effort entre les générations ». Pour lui, « le financement de notre Protection Sociale pèse fortement sur ceux qui travaillent, alors que ses dépenses bénéficient majoritairement aux plus de 65 ans (retraite et santé) dont la part de population est croissante ». Amélie de Montchalin, la ministre des comptes publics évoque que la suppression de l'abattement de 10% rapporterait 5 milliards d'euros. Elle assure : « ce n'est pas votre âge qui doit définir votre contribution, mais aussi les moyens dont vous disposez ». Mais si le niveau de vie des retraités représente 79 à 83% de celui des actifs, il tend à diminuer. Selon l'INSEE, près de 2 millions de retraités vivent sous le seuil de pauvreté.

Elie Cohen, économiste, directeur de recherche aux CNRS : « il est tout à fait normal de vouloir maintenir le pouvoir d'achat des retraités Les loyers des retraités, leur panier de consommation ne baissent pas. Il faut donc leur maintenir le pouvoir d'achat. Mais quand il faut faire des efforts, tout le monde doit être mis à contribution par des mesures générales, y compris les retraités ».

Éric Berr, maître de conférence en économie, université de Bordeaux : « La logique est toujours la même : on monte les actifs contre les inactifs, en pointant une pseudo-inégalité. Mais supprimer cet abattement ferait entrer dans l'impôt sur le revenu, plus de 500 000 retraités qui ne le payaient pas jusqu'à présent ». Il faut maintenir l'indexation automatique des pensions de retraite sur l'inflation. « Le maintien est indispensable au risque de paupériser les

retraités qui consommeront moins et auront moins les moyens de s'engager pour le milieu associatif ».

Jean-Claude Soulerly : « Il y a quelque chose de profondément injuste et révoltant de vouloir la peau des retraités. Supprimer les avantages fiscaux dont ils bénéficient comme tous les français remet en cause leur pouvoir d'achat et les droits dont ils se sont acquittés durant toutes leurs années de travail. Le pouvoir d'achat des retraités a été lentement grignoté depuis 20 ans puisque les pensions n'ont pas toujours été relevé au gré de l'inflation.

Quelques réactions de retraités : (Vanessa Abadie)

« On bénéficie de cet avantage après avoir travaillé toute notre vie, après avoir donné à la société, maintenant c'est notre tour de recevoir, il ne faut pas nous l'enlever ».

« Leur histoire c'est de l'arnaque. Encore une fois, ce sont les plus modestes qui trinquent et ce n'est pas juste ».

« Il y a toujours des gens qui ont énormément d'argent et c'est à nous qu'on demande des efforts ? C'est n'importe quoi »

« Je dois me serrer la ceinture, je compte chaque euro, je n'ai pas besoin de ça ».

« Je comprends que l'Etat cherche de l'argent, mais nous on mérite un peu de stabilité ».

« Il y a une énorme disparité entre les retraités. Moins de 10% ce n'est rien pour ceux qui ont une grosse pension, mais pour quelqu'un qui vit modestement, c'est dramatique ».

« Il faudrait des seuils. Je trouve désolant que certains retraités ne puissent pas se payer les bons produits du marché ».

« Ceux qui ont beaucoup devraient donner à ceux qui ont des retraites plus petites ».

Il faut arrêter avec ses mesures générales qui ne prennent pas en compte les différences énormes entre retraités ».

Francis De Block